

Convention collective nationale

IDCC : 1265. – **RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 19 OCTOBRE 2007
PORTANT MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS D. 21, D. 25 ET D. 44
NOR : ASET0751226M
IDCC : 1265

Entre :

Le mouvement des entreprises de France ;
La confédération générale des petites et moyennes entreprises,

D'une part, et

La CFE-CGC ;
L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;
L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;
L'union des cadres et ingénieurs de la CGT-FO ;
L'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Délibération D. 21

L'intitulé est désormais le suivant : « Dirigeants d'entreprises défaillantes : exception à la clause de sauvegarde liée au précompte ».

Le 1^{er} alinéa est modifié comme suit :

« La commission paritaire décide que les dirigeants d'entreprises défaillantes, dont les services exercés dans des entreprises qu'ils dirigent ne peuvent être validés sur seule justification du précompte, sont les personnes remplissant l'une des fonctions énumérées ci-après : ».

Le reste de la délibération est sans changement.

Délibération D. 25

Le chapitre IX, relatif aux salariés concernés par l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale, est modifié comme suit :

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Il est inséré entre le 1^{er} alinéa et le 2^e alinéa le paragraphe suivant :

« Les cotisations AGFF sont dues sur l'assiette des cotisations de retraite complémentaire en application de la décision prise par la commission paritaire à effet du 1^{er} janvier 2006. »

Les 2^e et 3^e alinéas, qui deviennent les 3^e et 4^e alinéas, sont inchangés.

Le chapitre XV est modifié comme suit :

L'intitulé est désormais le suivant : « Bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité ».

Les 2 premiers alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Les bénéficiaires d'un congé de reclassement, visé à l'article L. 321-4-3 du code du travail, ou d'un congé de mobilité, visé à l'article L. 320-2-1 dudit code, qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, participent au régime de retraite des cadres, peuvent obtenir des points dans le cadre de la présente délibération moyennant le versement de cotisations. Cela vaut pour la durée du congé qui excède celle du préavis et dans la limite des 9 premiers mois de ce congé.

La décision d'utiliser la faculté offerte à l'alinéa précédent doit être prise par accord au sein de l'entreprise. Elle s'impose alors à tous les salariés concernés par l'un des congés susvisés. »

Le reste est sans changement.

Délibération D. 44

Dans le 5^e alinéa du 2^e paragraphe, la référence à « l'alinéa 9 de l'article 5 de la convention » est remplacée par « l'alinéa 10 de l'article 5 de la convention ».

Fait à Paris, le 19 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)